



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 45 Octobre 2013

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Edito

Elections...
Elections...

RDC : Déroute des
Rebelles du M23

Interventions militaires à l'étranger :
éléments de problématique morale

Tunisie : Un débat
tendu et compliqué

Livres

Télégrammes

LES CAHIERS DE
L'AFRIQUE

UPM

LES
INTERROGATIONS
AFRICAINES

Revue trimestrielle d'étude
et de réflexion sur le monde
africain

www.lescahiersdelafrique.fr



RDC : Déroute des Rebelles du M23

L'armée de la République du Congo, entre fin octobre et début novembre, a mis en déroute les troupes du mouvement rebelle dénommé M 23 (Mouvement du 23 mars), qui contrôlait par les armes et par la violence une partie de la Province orientale du nord Kivu. La plupart des vaincus survivants se seraient dispersés, tandis qu'une formation de près de 1500 hommes se serait enfuie avec son chef en Ouganda. Le 5 novembre, le M23 a déclaré la fin de la rébellion.

L'armée congolaise a bénéficié de l'aide des forces des Nations Unies (Monusco) présentes dans la région et qui lui ont fourni soutien logistique et même appui feu. Elle a été efficacement renforcée par des contingents sud-africains et tanzaniens ; en même temps, le gouvernement rwandais qui avait paru jusque-là soutenir plus ou moins indirectement le M23, a pris visiblement ses distances : il donnait suite ainsi aux demandes de Kinshasa et du Secrétariat général des Nations Unies, et plus encore aux démarches pressantes effectuées au plus haut niveau par Washington et par Londres. □

É D I T O

Elections... Elections...

que les intérêts des Occidentaux pouvant différer, leurs jugements divergent. Certains dirigeants du nord tentent de trouver une appréciation commune sur les élections africaines. Ils y parviennent en surface au sein de l'Union européenne. Mais la chose est plus ardue avec Washington, tant la puissance américaine entend d'abord être suivie.

Le dialogue sur la démocratie entre les pays du nord et ceux du sud, se fissure. Les débats sur les élections en Afrique en fournissent la démonstration.

Les capitales occidentales, érigées en modèle et en juge, ne manquent jamais d'appeler les Africains à tenir des élections. Mais l'opinion qu'elles expriment sur celles-ci dépend largement de leurs préférences touchant les candidats et leurs orientations, en particulier dans l'ordre du positionnement stratégique et des relations économiques internationales. Il n'est pas rare

Les exemples parlent d'eux-mêmes : divergences après consensus sur les dernières élections en Guinée Conakry, dont les richesses minières aiguissent les concurrences ; accord euro-américain sur les élections vite faites au Mali, pour cause de « lutte contre le terrorisme » ; quasi oubli collectif de la régularité des élections égyptiennes qui ont porté au pouvoir en 2012 le Président Morsi, mais qui n'ont pas eu l'heur de plaire aux partisans de l'ancien régime, à divers partis laïcs, à la monarchie saoudienne et à d'autres étrangers.

CAMEROUN

Large victoire du parti du Président Biya aux élections législatives et municipales du 30 septembre 2013.

Interventions militaires à l'étranger : éléments de problématique morale

La question de la légitimité

Toute expédition guerrière à l'étranger, ne répondant pas à l'agression caractérisée de notre territoire national, soulève le problème fondamental de sa légitimité morale. Une telle légitimité ne peut pas résulter seulement d'une couverture juridique formelle. Ainsi la demande d'aide militaire formulée par un gouvernement renvoie-t-elle immédiatement à la légitimité morale du gouvernement demandeur et de ses objectifs. Ainsi l'appel d'un mouvement d'opposition invoquant la défense de la démocratie, renvoie-t-il immédiatement à la réalité populaire dudit mouvement, à sa sincérité, et de toute manière au problème

de la mise en question de la souveraineté de l'État en crise. Ainsi, l'autorisation d'intervenir donnée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, renvoie-t-elle immédiatement aux motivations dudit Conseil et à sa pratique couramment immorale des indignations sélectives.

En vérité seul le peuple du pays en crise est légitime. Mais qui aurait le droit et tout simplement la possibilité de le consulter de l'extérieur ? Et comment faire, toujours de l'extérieur, quand on constate que le peuple considéré est traversé de courants contraires ? Ou quand il est évident qu'il y a plusieurs peuples répartis ou imbriqués sur le territoire d'un État ?



L'abus du discours sur le terrorisme

Le discours de la guerre contre le terrorisme ne peut pas tenir lieu à lui tout seul de justification morale. Les derniers Présidents des États-Unis d'Amérique en ont usé et abusé pour accompagner la guerre perpétuelle menée en Asie, et particulièrement en

(suite page 2)

Interventions militaires à l'étranger : éléments de problématique morale (suite)

Indochine, puis au Proche et Moyen Orient, avec les conséquences tragiques que l'on sait pour les populations des pays visés et pour la paix du monde.

La seule approche guerrière a d'ailleurs pour effet d'éloigner les Dirigeants politiques de toute réflexion constructive sur les causes profondes du terrorisme et sur les vrais moyens d'y remédier. C'est une situation qui les empêche, comme elle empêche les opinions publiques, d'avoir tout à fait conscience que dans beaucoup de cas, « les terroristes des uns sont les résistants des autres », comme l'ont récemment rappelé, avec la remarquable intelligence qui est la leur, les Chefs du Renseignement israélien.

La question de la mise en cause des interventions guerrières

En outre, plus l'intervention militaire à l'étranger est lourde et se prend à durer, et plus se développe et se complique la problématique de l'emploi mécaniquement croissant de la force : à l'égard de l'adversaire militaire désigné et que des commentateurs zélés chargent sans distinction de tous les péchés du monde ; à l'égard des groupes de population qui en apparaissent proches ; à l'égard des civils en général, que l'intervenant n'arrive plus à préserver autant qu'il le voudrait des effets dits collatéraux de ses propres actions ; sans parler des conséquences graves que la recherche du renseignement risque d'avoir sur les méthodes d'enquête au sein des population, puis sur la conduite des interpellations et des



interrogatoires. Ainsi, plus se prolonge l'intervention militaire en terre étrangère, plus l'intervenant risque d'y compromettre son âme, et de laisser se former les conditions d'une injuste mise en cause de l'armée qui est la sienne ; en même temps qu'il épuise ses forces qui ne sont pas illimitées ; en même temps enfin, que la perception de son rôle politique se complique et se brouille, non seulement dans sa propre opinion publique, mais aussi dans le pays d'intervention où certains demandent plus et d'autres moins, et aussi bien entendu dans ce que l'on appelle l'opinion publique internationale.

La question particulière de l'évacuation des Français en danger et de la libération des otages

Ce qui précède étant posé, il reste qu'à l'ordinaire deux types d'interventions paraissent possi-

bles, du moins dans certains pays et dans certaines circonstances, à conditions que l'opération soit strictement limitée dans son objet et dans le temps : dans le premier cas, il s'agit en deux à cinq jours, d'évacuer vers la France ou vers

que et technique ; par la coopération économique ; et par une inlassable diplomatie de la paix, à doter d'urgence des moyens nécessaires. N'est-ce pas le sens qu'il faut donner à la volonté des plus hautes autorités françaises



Un pays comme la France ne peut être grand aujourd'hui dans le monde, que par le rayonnement de l'esprit

un pays voisin, les membres d'une communauté française en très grave danger ; dans le second cas il s'agit, par une action commando d'un jour ou d'une nuit, de délivrer des otages français. On voit bien que ce n'est pas l'esprit de guerre qui inspire de telles opérations.

La grandeur par la promotion pacifique des valeurs

Un pays comme la France, histoire prestigieuse et moyens actuels relativement limités, ne peut être grand aujourd'hui dans le monde, que par le rayonnement de l'esprit : notamment par la défense intellectuelle et morale des droits de l'homme, sur son propre territoire puis à l'étranger ; par la coopération culturelle, scientifi-

d'établir la France en tant que « puissance d'influence ? » Une telle forme d'influence porte naturellement un devoir de paix, devant quoi la guerre n'est envisageable et légitime qu'en cas d'agression manifeste ou manifestement imminente du territoire national par une armée étrangère. Ce devoir de paix envers les autres nécessite que la France continue à être assurée de sa propre sécurité, par le maintien et la modernisation de sa dissuasion nucléaire. Alors qu'il est sur la planète des gouvernements et non des moindres, toujours prêts à considérer que la guerre est un moyen légitime de s'affirmer, il importe plus que jamais que la France montre en Europe et dans le monde que la paix dans la fraternité constitue sa haute vocation. □



TUNISIE : Un débat tendu et compliqué

C'est un débat aussi tendu que compliqué et qui se poursuit entre d'une part le gouvernement issu de la majorité élue en 2011, et d'autre part l'opposition, tandis que des groupes djihadistes mettent en question les uns et les autres et procèdent à des actions « militaires clandestines » dans certaines parties du territoire.

Le gouvernement soutenu par le parti majoritaire Ennahda (Renaissance), entend assurer sa mission qui est de gouverner le pays, faire adopter une nouvelle constitution par l'Assemblée et relancer l'économie, que des troubles de la période révolutionnaire et post-révolutionnaire avaient mise à mal, notamment en bloquant presque entièrement le tourisme.

L'opposition n'acceptant pas en fait le résultat des élections de 2011, met en cause tout à la fois l'inspiration religieuse du parti Ennahda et sa capacité réelle à gouverner démocratiquement pour le progrès du pays. Elle dénonce dans ce contexte une volonté d'accaparement de tous les rouages de l'État. Enfin, elle accuse Ennahda de laxisme à l'égard des Djihadistes.

Le conflit des idées, scandé par des manifestations ou des incidents, s'est développé à peu près de manière ordinaire en 2011 et 2012. Mais l'assassinat de deux opposants notoires, M. Chokri Belaïd en février et M. Mohammed Brahmî en juillet, a provoqué l'aggravation du climat. L'opposition accusant le pouvoir d'avoir fomenté ses crimes.

Sur la proposition du grand syndicat des travailleurs, l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), de la Fédération Patronale, de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme et de l'Ordre des avocats, les deux parties ont accepté début octobre de se rencontrer pour tenir un « dialogue national ».

L'opposition y a exigé d'emblée la démission du gouvernement et la mise en place d'une équipe gouvernementale technique dont les membres seraient choisis en raison de leurs compétences et de leur indépendance politique. Elle a demandé que l'on prépare pour une date aussi rapprochée que possible les nouvelles élections législatives et présidentielles.

Le Parti Ennahda a accepté le principe de la démission du gouvernement. Mais il a demandé qu'avant une telle démission, les députés d'opposition qui se sont retirés de l'Assemblée nationale constituante y reviennent afin que l'Assemblée puisse fixer une date pour les prochaines élections, créer l'instance en charge de ces



élections, et trouver un consensus autour d'un gouvernement de compétences. Le Président d'Ennahda, M. Rachel Ghannouchi, a souligné l'urgence qu'il y a à donner au peuple une nouvelle constitution. S'agissant de l'avenir politique du pays, il a déclaré « nous souhaitons pouvoir former une nouvelle coalition entre laïcs modérés et islamistes modérés ».

Devant la défense politique à la fois flexible et ferme du pouvoir, l'opposition, certes portée par l'aspiration aux mieux-être économique et au développement toujours plus grand des libertés, n'est pas aussi à l'aise qu'elle le voudrait, dans la mesure où elle est composée d'éléments disparates : le parti Nida Tounès, à cheval sur le nouveau et l'ancien régime, les partis de gauche, et enfin des associations et groupements de la société civile. Les uns et les autres ont des vues différentes et leur principal trait commun est l'opposition au pouvoir en place.

Cela étant, les principaux responsables, et en particulier Rachel Ghannouchi pour Ennahda et Beji Caïd Essebsi pour Nida Tourès, considèrent que le pays est bien dans une période de « transition », dont il faut sortir par un dialogue qu'ils entendent approfondir.

L'environnement international local n'est pas le meilleur, puisqu'à l'Est la Libye est loin d'avoir trouvé son équilibre et qu'au Sud le Sahel n'est pas sûr. Mais à l'Ouest, l'Algérie encourage les deux parties à s'entendre et semble prête à aider la Tunisie sur le plan économique et financier.

Les trois grands pays européens du Nord de la Méditerranée occidentale, dont la France, pourraient certainement se montrer plus actifs et plus ouverts en faveur d'une solution politique équilibrée, qui ne pourrait qu'être favorable au peuple tunisien et aux relations euro-tunisiennes et euro-maghrébines. □



De gauche à droite : Rachel Ghannouchi (Ennahda) et Beji Caïd Essebsi (Nida Tourès)





La pensée politique africaine contemporaine

Phambu Ngoma-Binda
Etudes africaines
Philosophie, Politique
Afrique Noire
Editions L'Harmattan.
Créée en 1963, l'Union
Africaine a fêté ses cin-
quante ans d'existence.

Il s'agit d'une pensée à la fois individuelle et collective, portée par des personnalités fortes et par la communauté politique africaine. Ce livre en retrace les articulations essentielles, en évalue l'apport dans les efforts africains de conquête de prospérité et de vie heureuse, et

suggère des pistes pour une pensée politique susceptible de plus d'ancrage, et de plus de force libératrice.
ISBN : 978-2-343-00705-2 • novembre 2013 • 402 pages - Prix éditeur : 32,30 € / 212 FF

Rationalité africaine et développement économique

L'école du savoir africain
Charles Minyem
Préface de Robert Ndebi Biya
Pensée africaine
Développement, Tiers-Monde, Economie, Philosophie Afrique noire
Editions L'Harmattan
Aujourd'hui, la rationalité africaine, véritable socle pour le développement de l'Afrique,

peut être systématisée retransmise à l'humanité à travers *l'école du savoir africain*. Cette école est fondée sur les sources d'inspiration et de savoir chez l'Africain, puis sur l'initiation. Partant des cultures africaines et de la culture bassa en particulier, l'auteur a identifié et recensé des savoirs et des valeurs, qui peuvent être convertibles en base d'un développement économique authentique et multipolaire pour l'Afrique.

ISBN : 978-2-343-00442-6 • novembre 2013 • 232 pages - Prix éditeur : 21,85 € / 143 FF



TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Kenya/Somalie

• 21 septembre 2012 : Prise d'otages massive et meurtrière au centre commercial principal de Nairobi, par des Shebabs somaliens : 72 morts.

Centrafrique/ONU/France

• 10 octobre 2013 : Le conseil de sécurité adopte une résolution française pour soutenir et renforcer la force de sécurité de l'Union Africaine (MISCA) récemment créée pour tenter de mettre fin aux violences en République Centrafricaine.

Union Africaine

• 12 octobre 2013 : Sommet extraordinaire de l'UA, pour réexaminer les relations de l'Union avec la Cour Pénale Internationale (CPI), accusée de viser seulement des africains.

France/Afrique du Sud

• 14 et 15 octobre 2013 : Visite officielle en Afrique du Sud du Président François Hollande.

Madagascar

• 20 octobre 2013 : Premier tour de l'élection présidentielle malgache. 2 candidats restent en lice : Robinson Jean-Louis (21 %) et Hery Rajaonarimampianina (15,9 %). 2e tour prévu le 20 décembre 2013.

Mali

• 29 octobre 2013 : 4 otages français au Sahel sont relâchés par leurs ravisseurs puis rapatriés en France.

Mali

• 3 novembre 2013 : Enlèvement à Kidal, puis assassinat de deux journalistes français de RFI : Ghislaine Dupont et Claude Verlon.



**Sommet de l'Élysée
Pour la Paix et la Sécurité
en Afrique**

Paris - 6 au 7 décembre 2013



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.